

Monsieur le Premier Ministre,  
Messieurs les ministres,  
Madame la Présidente,  
Monsieur le Président,  
Chers amis,

En 2011, nous avons, avec l'aide de l'ATUGE, d'Ipemed et de nombreux amis, lancé « Invest in democracy » un appel signé par plus de 200 politiques, économistes, artistes, chefs d'entreprise, personnalités de la société civile, ... Relayé par une trentaine de *leading economists* internationaux sous la forme d'un plaidoyer en faveur de la Tunisie et à destination du G8, il a suscité un écho mondial avec une parution simultanée dans Le Monde, la Repubblica, le Herald Tribune, le Financial Times, etc.

Ces appels ont peut-être contribué à ce que les membres du G8 ainsi que les responsables des grandes organisations financières internationales, réunis à Deauville en juin 2011, signifient leur soutien aux pays des printemps arabes.

Ces engagements collectifs ont été utiles mais n'ont été que très marginalement concrétisés car pas assez précis d'une part et parce que, au moins dans le cas de la Tunisie, la transition démocratique en cours a mobilisé toutes les énergies au détriment de l'action sur les plans économique et social.

Depuis, la Tunisie a réussi avec brio un tournant démocratique.

Ce processus démocratique doit être accompagné de plus de justice sociale si l'on souhaite le voir s'ancrer de manière pérenne. Et il n'y aura pas de mieux-être social sans un développement économique renforcé, sans une lutte sans merci contre la corruption et sans la mise en place d'une politique fiscale plus juste et plus redistributive.

La Tunisie possède des atouts importants pour réussir une telle transition : taux d'alphabétisation élevé, classe moyenne développée, et un positionnement dans le bassin méditerranéen qui en fait un verrou géostratégique pour la sécurité et la prospérité de la France et de l'Europe. Ces atouts ont été consolidés par un dialogue national installé entre toutes les sensibilités politiques. Les évolutions normatives récentes vont dans le sens d'une plus grande efficacité économique et sont à même de rassurer les investisseurs.

La Tunisie compte sur ses forces mais elle a besoin, en même temps, du soutien volontariste de la communauté internationale pour réussir sa transition économique et sociale.

La Tunisie doit répondre, en effet, à deux défis structurels, pré-requis à sa stabilité : redonner espoir à la jeunesse; résorber les disparités entre les différentes régions.

Elle doit, en outre, surmonter une situation critique à court terme. Les prévisions de croissance sont faibles, le budget de l'Etat et la balance commerciale ont été négativement affectés depuis la révolution et les investissements directs étrangers ont diminué.

Le Gouvernement, enfin, a établi un constat sans concession : la mobilisation de tous, la multiplication des efforts, la primauté de l'intérêt collectif sur les intérêts catégoriels et la lutte contre les dérives doivent être au cœur de l'action collective.

C'est sur cette base qu'a été établi un programme de développement économique ambitieux.

Ce plan entend porter le rythme de croissance à 4 % par an sur cette période. Il devrait permettre d'accroître le revenu individuel de 50% à l'horizon 2020, de créer 400 000 nouveaux emplois et de réduire à moins de 12 % le taux de chômage.

Le Plan vise également une réduction du taux de pauvreté extrême de 4,6 % au début de cette décennie à environ 2 % à l'horizon 2020.

Ce Plan contient également une cinquantaine de grands projets notamment afin de doubler le réseau d'autoroutes du pays, de créer des nouveaux ports et aéroports, des barrages, des zones industrielles et des installations électriques.

Environ 50 milliards d'euros d'investissements sont prévus entre 2016 et 2020, en augmentation de 50% par rapport au quinquennat précédent.

Pour les financer, le pays entend mobiliser les ressources locales mais compte également sur les investissements du secteur privé national et international, ainsi que l'appui des bailleurs de fonds et des partenaires bilatéraux.

C'est pourquoi j'espère que l'Appel que nous lançons aujourd'hui aura au moins autant de retentissement que celui que nous lançons en 2011 mais surtout qu'il conduira à des actions et des engagements précis et concrets, c'est à dire, comme le mentionne l'Appel :

- un programme de soutien international doté de 20 milliards d'euros sur 5 ans,
- une déclaration claire sur les modalités de mobilisation et de coordination,
- un engagement, à titre individuel, des pays européens d'appuyer l'obtention du statut de partenaire associé de l'Union européenne avec un plein accès aux fonds structurels européens.

**Nous comptons sur chacun d'entre vous pour porter ce message et amplifier cet Appel car, je le répète, nous sommes concernés, des deux côtés de la Méditerranée.**